PASSION CADEAUX
48 pages pour (se) faire plaisir

REPORTAGE
Nos soldats quittent l'Afghanistan

LE FIGARO MAGAZINE

Vendredi 7 et samedi 8 décembre 2012

JULIEN MUGUET/IP3 PRESS/MAXPPP

Le nouveau pouvoir des francs-maçons

- Hollande et ses ministres initiés
- Leurs relais au Parlement
- L'offensive du Grand Orient

Supplément FIGARO - Nos 21259 et 21260 des 7 et 8 décembre 2012 - CPPAP N° 0416 C 83022 www.figaromagazine.fr

Le nouveau pouvoir des francs-maçons

Le retour aux affaires des socialistes, après dix ans d'absence, est une excellente nouvelle pour les obédiences maçonniques, au premier rang desquelles le Grand Orient de France, qui entendent bien peser à nouveau sur le débat politique. Mais discrètement... Décryptage.

PAR VINCENT NOUZILLE

« *Nous voulons refonder l'école de la République. Et nous voulons refonder la République par l'école !* » En cette soirée du 16 novembre, debout derrière le pupitre de l'orateur, dans le grand temple Groussier du Grand Orient de France (GO), au siège parisien de l'obédience, rue Cadet (Paris IXe), Vincent Peillon, le ministre de l'Education nationale, sait que l'assistance, composée essentiellement de francs-maçons, lui est acquise. Sans notes, ce philosophe de formation plaide durant une trentaine de minutes pour le retour d'un pouvoir spirituel républicain – celui de la connaissance et d'une certaine « morale laïque » – dont les enseignants seraient les messagers. « *L'école doit surmonter la crise de l'avenir et celle de l'identité nationale* », lance le ministre avec fougue.

Dans le temple, les frères et sœurs écoutent avec ferveur ce discours d'un « profane » qui leur va droit au cœur. Sans être franc-maçon, Vincent Peillon a beaucoup écrit sur la pensée de Ferdinand Buisson, le bras droit du frère Jules Ferry, père de l'instruction publique en France, et sur Pierre Leroux, un franc-maçon défenseur d'un socialisme fraternel et spiritualiste dans les années 1848-1870. « *Peillon partage nos valeurs, c'est un maçon sans tablier* », se réjouit l'un des invités de cette soirée. Après le ministre, d'autres orateurs, dont deux anciens Grands Maîtres du GO, Patrick Kessel et Jean-Michel Quillardet, entonnent des couplets lyriques sur les mérites de la laïcité, se félicitant du nouveau souffle venu de la Rue de Grenelle depuis le mois de mai. En tant qu'inspecteur de l'Education nationale, Alain Seksig, lui-même affilié au GO, plaide de son côté pour une formation des enseignants à la laïcité. « *Monsieur le ministre, ne cédez pas sur les principes* », lance pour finir le Grand Maître actuel du GO, José Gulino, avant de clore la séance, ravi de cette conférence exceptionnelle.

Vincent Peillon n'est pas la seule personnalité de gauche à s'afficher ainsi au GO, redevenue l'obédience phare de la maçonnerie française ces derniers mois. Le GO attend notamment la visite rue Cadet, le 9 décembre, de Claude Bartolone, le président de l'Assemblée nationale. Les propos de celui qui se présente comme un profane – mais que beaucoup de frères voient comme un de leurs soutiens – seront probablement appréciés. Petit détail révélateur : lors de son élection au perchoir en juin dernier, une trentaine de députés « initiés » ont été mobilisés dans les dernières heures. En coulisses, le fabiusien Philippe Guglielmi, élu de Romainville, patron de la fédération PS de Seine-Saint-Denis, terre d'élection de Bartolone, et ancien Grand Maître du GO (de 1997 à 1999), a manœuvré pour favoriser l'élection de son ami. « *Je ne démens pas* », s'amuse ce colosse affable quand on l'interroge sur cet épisode.

Le Grand Orient, marqué à gauche, retrouve des couleurs

La gauche revenue au pouvoir, les francs-maçons pavoisent. Pour Philippe Guglielmi, pas de doute, l'heure est à la reconquête. « *Nous avons loupé pas mal de rendez-vous ces dernières années, sur les thèmes de la laïcité et de la lutte contre l'extrême droite, il est temps de réagir* », confie-t-il. Elu Grand Maître du GO en septembre, pour un court mandat d'un an, José Gulino, un solide socialiste du Pas-de-Calais, est sur cette ligne. Il ne fait pas mystère de sa volonté de peser sur la scène politique quel que soit le sujet, du mariage gay au projet de loi bancaire, de la réforme de l'Etat à celle des institutions *(voir son interview page 48)*. Il veut même envoyer des « cahiers de doléances » républicaines aux élus. « *Concrètement, le GO marque des points* », constate Patrice Hernu, animateur du club inter-obédientiel Dialogue et Démocratie française, qui a vainement tenté d'organiser des débats avec tous les candidats durant la campagne présidentielle. Le GO a réussi à les torpiller, préférant faire venir les candidats rue Cadet...

Naturellement, ce retour en grâce n'a pas la même force qu'en 1981, lors de l'élection de François Mitterrand. A l'époque, les piliers de l'équipe Mitterrand – de Charles Hernu à Pierre Joxe – étaient des « frères trois points » et le Grand Maître du GO, Roger Leray, ap- •••

C. BOISSEAUX/LAVIE-REA

La morale laïque, un thème qui plaît dans les loges

Vincent Peillon, invité du Grand Orient, le 16 novembre 2012.

FIGARO MAGAZINE

••• pelait les ministres directement au téléphone pour donner ses consignes. *« Cette ère est révolue et l'influence politique des francs-maçons, après avoir atteint des sommets sous la IIIe République, n'a cessé de décliner »*, estime l'historien Roger Dachez, président de l'Institut maçonnique de France. L'abandon du projet du grand service public unifié de l'éducation, après les manifestations monstres en faveur de l'école libre en 1984, a douché les frères. François Mitterrand, formé chez les pères maristes, n'a finalement guère donné suite aux injonctions des obédiences. Jacques Chirac, petit-fils d'un Vénérable d'une loge du GO, était plus sensible aux idées défendues chez les maçons. Son successeur Nicolas Sarkozy a, quant à lui, soufflé le chaud et le froid à l'égard des frères : ses envolées de campagne en 2007, citant des figures historiques de la République, ont été en partie inspirées par Alain Bauer, ancien Grand Maître du GO de 2000 à 2003 ; en revanche, ses discours de Latran (2008), de Grenoble (2010) et ceux de la dernière présidentielle empruntaient davantage au registre catholique de son conseiller Patrick Buisson. *« Nous avions de bons contacts avec Sarkozy grâce à Bauer, mais le retour des thèmes de la droite dure ne pouvait que nous déplaire »*, résume Jean-Michel Quillardet.

Avec Hollande, les francs-maçons se sentent plus à l'aise. *« C'est vrai, nous reprenons un peu d'air »*, confie l'ancien ministre socialiste de l'Emploi Jean Le Garrec, frère du GO et président du Cercle Ramadier, qui fédère près de 1 500 francs-maçons de gauche. Animateur de l'Alliance villes emploi, qui regroupe des élus sur ce thème, Le Garrec a récemment fait la tournée de ministres amis – Michel Sapin, Marylise Lebranchu, Benoît Hamon – et il en est ressorti confiant : *« Nous comprenons que la crise est profonde, qu'il faut changer nos manières de penser, c'est pourquoi nous voulons nourrir cette réflexion, sur l'Etat ou l'économie »*, dit-il, confiant dans les capacités de François Hollande.

Le Président peut compter, en retour, sur l'appui du GO et de la majorité de ses 52 000 membres. Alors que Ségolène Royal ou Martine Aubry, jugées distantes, agaçaient dans les loges, Hollande rassure. Le candidat du PS était d'ailleurs venu « plancher » rue Cadet le 22 novembre 2011. Une visite très appréciée. La présence de nombreux frères et sœurs dans l'entourage du Président *(voir ci-contre)* renforce ce climat favo- •••

UN PRÉSIDENT TRÈS EN

EDUCATION
Marc Mancel, (photo) ami du ministre Vincent Peillon, conseiller de George Pau-Langevin, affilié au GO

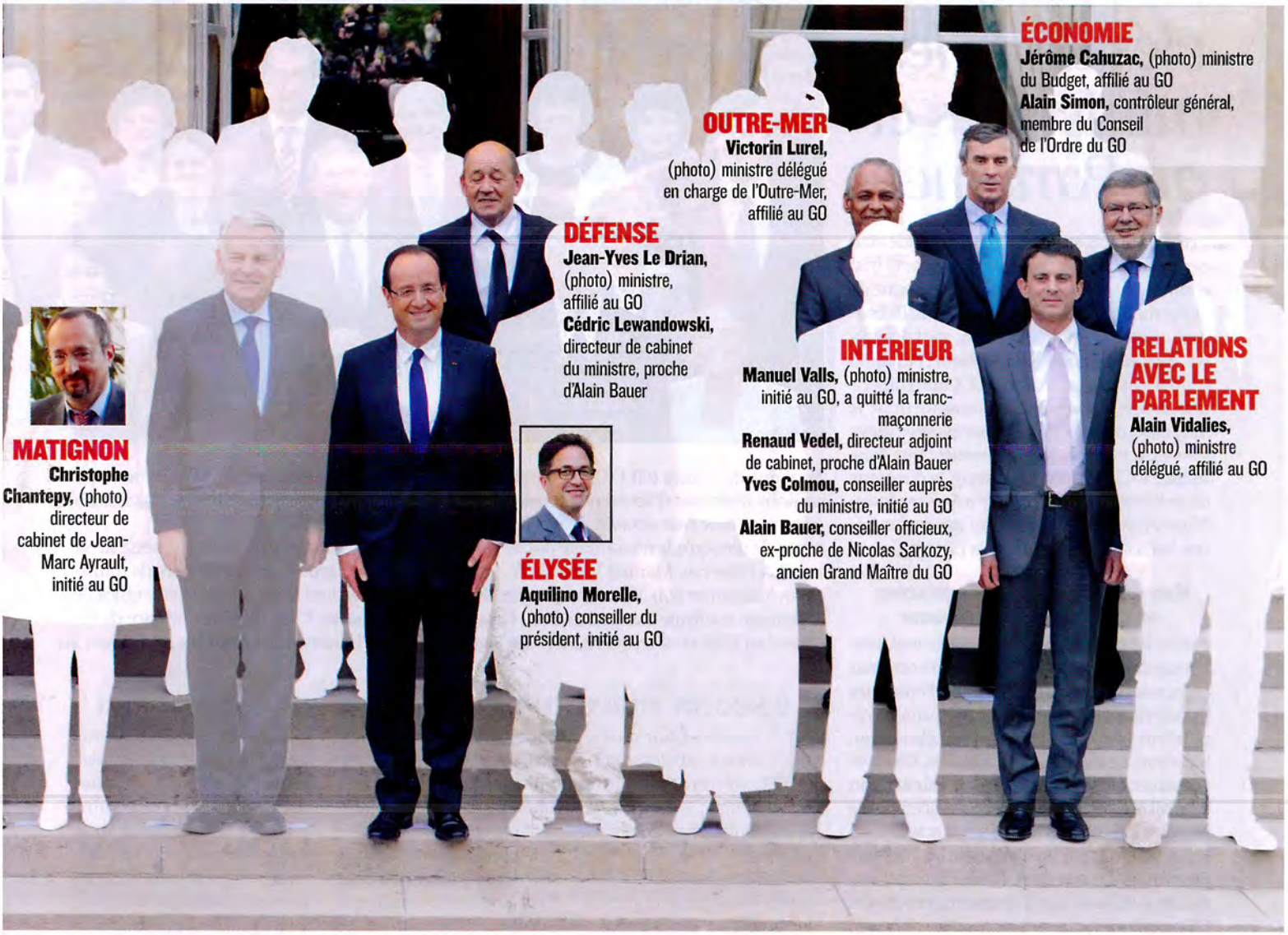
DÉCENTRALISATION
Anne-Marie Escoffier, (photo) ministre déléguée, affiliée à la GLFF

PHOTOS : OUEST FRANCE/MAXPPP ; JP3/MAXPPP ; LE FIGARO ; WOSTOK PRESS/MAXPPP

SÉNAT
François Rebsamen, (photo) président du groupe PS, affilié au GO
Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret, président de la Commission des lois
Claude Domeizel, sénateur PS des Alpes-de-Haute-Provence
Gérard Collomb, sénateur-maire PS de Lyon, affilié au GO
Michèle André, sénatrice PS du Puy-de-Dôme, vice-présidente de la Fraternelle parlementaire, affiliée au Droit humain
Robert Navarro, sénateur PS de l'Hérault, affilié au GO

OURÉ DE FRÈRES ET DE SŒURS

Autour de François Hollande, dans les allées du pouvoir, on trouve beaucoup d'« initiés », parmi lesquels...



MATIGNON
Christophe Chantepy, (photo) directeur de cabinet de Jean-Marc Ayrault, initié au GO

DÉFENSE
Jean-Yves Le Drian, (photo) ministre, affilié au GO
Cédric Lewandowski, directeur de cabinet du ministre, proche d'Alain Bauer

ÉLYSÉE
Aquilino Morelle, (photo) conseiller du président, initié au GO

OUTRE-MER
Victorin Lurel, (photo) ministre délégué en charge de l'Outre-Mer, affilié au GO

INTÉRIEUR
Manuel Valls, (photo) ministre, initié au GO, a quitté la franc-maçonnerie
Renaud Vedel, directeur adjoint de cabinet, proche d'Alain Bauer
Yves Colmou, conseiller auprès du ministre, initié au GO
Alain Bauer, conseiller officieux, ex-proche de Nicolas Sarkozy, ancien Grand Maître du GO

ÉCONOMIE
Jérôme Cahuzac, (photo) ministre du Budget, affilié au GO
Alain Simon, contrôleur général, membre du Conseil de l'Ordre du GO

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
Alain Vidalies, (photo) ministre délégué, affilié au GO

ASSEMBLÉE NATIONALE
Henri Emmanuelli, (photo) député PS des Landes, initié au GO, a quitté la maçonnerie
Christian Bataille, député PS du Nord, président de la Fraternelle parlementaire, affilié au GO
Pascale Crozon, député PS du Rhône, vice-présidente de la Fraternelle parlementaire
Pascal Terrasse, député PS de l'Ardèche, affilié au GO
Olivier Dussopt, député PS de l'Ardèche, affilié au GO
Brigitte Bourguignon, député PS du Pas-de-Calais
Odile Saugues, député PS du Puy-de-Dôme
Patrick Menucci, député PS des Bouches-du-Rhône, initié à la GLDF
Paul Giacobbi, député radical de gauche de Haute-Corse, affilié à la GLDF

PARTI SOCIALISTE
Jean Le Garrec, (photo) ancien ministre, président du Cercle Ramadier, affilié au GO
Philippe Guglielmi, premier secrétaire fédéral du PS de Seine-Saint-Denis, ancien Grand Maître du GO
Jean-Jack Queyranne, président de la région Rhône-Alpes, affilié au GO
Philippe Foussier, rédacteur en chef de la revue de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, Grand Orateur du GO

Des hommes clés dans les ministères et au Parlement

SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, un ami des frères.

... rable. Durant sa campagne, Hollande était secondé par des fidèles, dont certains, comme Jean-Marie Cambacérès, énarque de la promotion Voltaire, ou François Rebsamen, sénateur-maire de Dijon, sont des frères. Son actuel conseiller politique, Aquilino Morelle, aurait été initié au GO, une rumeur que ce dernier balaie avec amusement : *« Je n'ai jamais été initié, si ce n'est par quelques jeunes femmes, il y a déjà malheureusement trop longtemps... »* Christophe Chantepy, le directeur de cabinet de son Premier ministre Jean-Marc-Ayrault, fait également partie des frères. Sollicité sur le sujet, il n'a pas réagi.

Une demi-douzaine de ministres sont maçons, sans l'avouer

Parmi les membres du gouvernement, une bonne douzaine sont présumés francs-maçons, mais seule une petite moitié d'entre eux l'avouent à demi-mot. Quelques-uns ne répondent pas, comme Marylise Lebranchu, Stéphane Le Foll ou Alain Vidalies. D'autres démentent formellement, tels le ministre du Travail Michel Sapin, bien qu'il soit en phase avec les idéaux des loges, ainsi que Benoît Hamon, George Pau-Langevin ou Michèle Delaunay. De son côté, Frédéric Cuvillier, ministre délégué aux Transports, proche du GO, explique qu'il *« ne peut pas répondre »* aux questions sur le sujet. Initié de longue date, Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense, se contente d'un *« no comment »* diplomatique, ne souhaitant pas s'exprimer sur ses *« convictions personnelles »*. Même réponse de Victorin Lurel, ministre délégué à l'Outre-Mer, membre du GO. Quant à Jérôme Cahuzac, qui reconnaît participer à des *« tenues »* et dont plusieurs sources au GO attestent son appartenance à cette obédience, il répond joliment, dans une formule très maçonnique : *« La courtoisie, et même l'esprit de chevalerie, oblige à ne pas démentir ni à confirmer. »* Plus étonnant, la radicale de gauche Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la Décentralisation, bien connue à la Grande Loge féminine de France (GLFF), esquive le sujet en nous déclarant d'abord qu'elle ne se sent *« pas compétente pour répondre à cette question »*, avant de dire qu'elle ne souhaite pas s'exprimer ! A l'inverse, Manuel Valls est l'un des rares à assumer son affiliation passée. Son entourage confirme son initiation au Grand Orient en 1988 et sa fréquentation des loges jusqu'en 1996. *« Il a ensuite quitté la franc-maçonnerie, faute de temps et d'intérêt »*, précise l'un de ses conseillers.

Mais l'importance de la maçonnerie ne se mesure pas seulement au nombre de ministres initiés, dont la liste ne peut être officielle ni exhaustive. C'est aussi une affaire de réseaux, d'hommes clés dans les ministères ...

Le secret maçonnique, protection et paravent

Le secret fait partie des traditions maçonniques depuis les origines : les premiers documents qui en font état datent de 1696. Tout nouvel initié promet de ne rien révéler de l'Ordre et de venir en aide à ses frères. Le serment passé durant la cérémonie d'initiation évoque symboliquement, en cas de parjure, un châtiment suprême – *« que mon corps soit tranché en deux »* – et un déshonneur définitif. *« Mais au fond, le seul vrai secret, c'est celui de l'expérience intime de l'initiation, qui est difficilement transmissible »*, explique Jacques Samouelian, le président du Droit humain.

Concrètement, les francs-maçons doivent rester muets sur ce qui se passe dans leurs loges. Ils peuvent tout de même dévoiler leur appartenance s'ils le souhaitent, mais pas celle des autres membres. *« Nous sommes discrets plus que secrets »*, estime Yvette Roudy, ancienne ministre socialiste et membre de la GLFF.

La répression dont ont été victimes les francs-maçons durant les années noires de l'Occupation a renforcé cette tradition du secret. *« Cette époque est désormais révolue et la franc-maçonnerie française gagnerait à être plus transparente,* avance Jean-Michel Quillardet, ancien Grand Maître du Grand Orient. *De plus, c'est un engagement dont nous sommes fiers, pourquoi s'en cacher ? »* Craignant parfois d'être mal vus ou stigmatisés, la plupart des frères et sœurs demeurent cependant réticents à l'idée de révéler leur appartenance, comme cela se pratique de manière ouverte dans les pays anglo-saxons, Royaume-Uni et Etats-Unis en tête. Dommage, car ce secret, qui sert autant de protection que de paravent, continue d'alimenter des soupçons de connivence des initiés entre eux, notamment dans la sphère publique ou dans les entreprises. **V. N.**

La solidarité et le secret confortent leur influence

... ou au Parlement. « *L'influence des maçons se développe de manière diffuse, par capillarité, parce qu'on retrouve beaucoup de frères dans les cabinets ministériels, les administrations et les milieux politiques* », estime Emmanuel Pierrat, avocat initié au GO et coauteur avec Laurent Kupferman de *Ce que la France doit aux francs-maçons... et ce qu'elle ne leur doit pas* (First éditions, 2012). Résultat : des connivences naissent dans les loges, des informations circulent et des petits services s'échangent. La solidarité obligée et le secret maçonnique *(voir encadré page 40)* que partagent les francs-maçons nourrissent, par conséquent, un certain copinage invisible, souvent au détriment de profanes, privés de ces clés d'influence. Bien introduit dans les cénacles de gauche, le GO possède, en ce domaine, quelques longueurs d'avance.

Les ministères de l'Intérieur et de la Défense, deux fiefs maçons

Rue de Grenelle, on l'a vu, Vincent Peillon est très inspiré par les idées défendues dans les loges. L'un de ses plus proches conseillers politiques, Marc Mancel, qui officie aux côtés de George Pau-Langevin, la ministre chargée de la Réussite éducative, serait membre du GO. Parmi d'autres « frères » influents à l'Education nationale, figure également l'ancien recteur Christian Forestier, qui fut directeur de cabinet de Jack Lang au ministère de 2000 à 2002. Administrateur général du Conservatoire national des arts et métiers et membre du Haut Conseil de l'Education, il coprésidait le comité de pilotage des rythmes scolaires instauré par Luc Chatel et il a été nommé en juillet parmi les quatre animateurs de la concertation sur l'école par Vincent Peillon.

Place Beauvau, Manuel Valls est en phase avec une administration où l'appartenance aux loges est réputée pouvoir accélérer les carrières *(voir encadré sur les frères du Nord, ci-contre)*. « *Sous l'Empire, 90 % des commissaires de police étaient maçons. Cette proportion a diminué pour atteindre environ 10 % aujourd'hui* », estime Alain Bauer, criminologue de profession et coauteur de nombreux ouvrages sur la maçonnerie. Lorsque Nicolas Sarkozy dirigeait le ministère de l'Intérieur, il avait justement recours aux « lumières » du frère Bauer, nommé en 2003 président du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance. Claude Guéant, considéré comme plus proche de la Grande Loge nationale française (GLNF), obédience spiritualiste, n'a pas dérogé à cette règle Place Beauvau, s'appuyant quand il le fallait sur les réseaux maçonniques, notamment au sein des syndicats de policiers et de la préfecture de police de Paris. Manuel Valls, épaulé par son conseiller Yves Colmou, autre initié au ...

SAMI BELOUMI/VOIX DU NORD/MAXPPP

Jean-Pierre Kucheida, ex-député-maire PS de Liévin : un franc-maçon suspendu par le Grand Orient.

Ces encombrants frères du Nord pris dans les affaires

Le Grand Orient de France a des soucis avec quelques frères du Nord. Dans l'affaire de proxénétisme dite du Carlton de Lille, où apparaît DSK, la présence de quatre membres du GO, dont les noms ont été révélés par *L'Express*, n'est pas anodine. Le frère René Kojfer, chargé des relations publiques de l'hôtel lillois, a été mis en examen, tout comme le directeur de l'hôtel Francis Henrion, le patron local d'Eiffage David Roquet et l'avocat lillois Emmanuel Riglaire, tous affiliés au GO. Le commissaire de police Jean-Christophe Lagarde, également mis en examen, appartient à une autre obédience, ainsi que d'autres policiers entendus dans cette affaire. Le représentant local du syndicat de police Alliance a reconnu, sur France 3, que la franc-maçonnerie pouvait « *servir à des tas de choses, y compris un tremplin pour la carrière* ». Soucieux de préserver l'image du GO, le Grand Maître Guy Arcizet a tout fait, en 2011, pour éteindre l'incendie, en intervenant dans les médias régionaux et en suspendant les frères mis en cause, dans l'attente du procès.

Un autre homme a porté des accusations plus graves. Gérard Dalongeville, ex-maire PS d'Hénin-Beaumont, mis en examen en 2009 dans une affaire de corruption, a raconté dans deux livres (1) des réunions maçonniques transformées en lieux d'affairisme et de marchandage de marchés publics, à mille lieues des débats philosophiques. Selon le GO, Dalongeville aurait simplement été initié avant de quitter rapidement la franc-maçonnerie, son témoignage étant, de ce fait, sujet à caution.

Dernier cas embarrassant pour l'obédience : celui du frère Jean-Pierre Kucheida, ancien député et maire ex-PS de Liévin, qui pilotait la société gestionnaire de 65 000 logements dans le bassin minier. Suspecté d'avoir utilisé sa carte de crédit professionnelle à des fins personnelles, accusation qu'il récuse, Kucheida a été mis en examen pour abus de biens sociaux et placé en garde à vue en octobre. Longtemps considéré comme un des parrains de la puissante fédération PS du Pas-de-Calais – au centre de plusieurs enquêtes judiciaires et sujet d'un livre fouillé (2) –, Kucheida est resté membre du GO. Le Conseil de l'Ordre de l'obédience vient de demander sa suspension. Le Grand Maître José Gulino garde un œil attentif sur le dossier : jusqu'en septembre, il travaillait aux côtés de Kucheida, comme directeur des services à la Communauté d'agglomération de Lens-Liévin. **V. N.**

(1) *Rose Mafia* et *Rose Mafia 2*, Gérard Dalongeville, Editions Jacob-Duvernet, 2012.

(2) *La Fédé. Comment les socialistes ont perdu le Nord*, Benoît Collombat et David Servenay, Seuil, 2012.

JEAN-CHRISTOPHE MARMARA

Manuel Valls, ministre de l'Intérieur et Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, deux initiés du gouvernement.

La franc-maçonnerie peut faire échouer à peu près tout

••• GO, peut compter sur son passé maçonnique pour conforter son assise. *« Il n'en a pas besoin pour asseoir son autorité politique »*, avance l'un de ses conseillers. Mais l'un de ses meilleurs amis, croisé naguère chez les jeunes rocardiens, demeure Alain Bauer, auprès de qui il continue de puiser régulièrement quelques conseils. La nomination de Renaud Vedel, ancien bras droit du préfet de police de Paris Michel Gaudin, comme directeur adjoint de cabinet de Valls, ne serait pas sans rapport avec l'appui dont il a bénéficié de la part de Bauer. Ce dernier, en expert, résume : *« La franc-maçonnerie a peu de pouvoir réel ; en revanche, elle a une grosse capacité de résistance. Elle peut faire échouer à peu près tout ! »*

Le climat est similaire au ministère de la Défense, où les obédiences se livrent, traditionnellement, à des bagarres de prés carrés. *« Difficile de nier l'influence maçonnique à l'hôtel de Brienne, siège du ministère »*, s'amuse l'initié Patrice Hernu, fils de l'ancien ministre de Mitterrand. L'arrivée de Jean-Yves Le Drian et de son directeur de cabinet Cédric Léwandowski, deux frères, au ministère a fait jaser dans les loges. Cédric Léwandowski possède un réseau étendu, constitué au fil de sa carrière : il a, entre autres, travaillé comme conseiller au groupe socialiste à l'Assemblée, chargé de mission auprès du frère député Christian Pierret, chef de cabinet du frère Jean-Jacques Queyranne à la mairie de Bron, assistant parlementaire puis collaborateur du ministre de la Défense Alain Richard, chef de cabinet du président d'EDF, le frère François Roussely, et membre du groupe de réflexion sur la recherche stratégique piloté en 2007 par le frère Alain Bauer. Un CV très maçonnique – que l'intéressé ne commente pas – qui explique en partie sa nomination comme bras droit de Jean-Yves Le Drian !

Le Grand Orient a repris le contrôle de la Fraternelle parlementaire

Le Grand Orient peut surtout se targuer d'avoir des relais très solides au Parlement. Historiquement contrôlée par le GO, la Fraternelle parlementaire, appelée Frapar, qui réunit 410 membres de toutes obédiences, dont 150 députés et sénateurs (les deux tiers sont à gauche), avait été récupérée en 2009 par la GLNF, obédience rivale, grâce à l'élection à sa présidence de Bernard Saugey, sénateur UMP de l'Isère. Sous sa houlette, la Frapar s'est un peu réveillée, déposant ses statuts officiels et multipliant les auditions transpartisanes, notamment sur la bioéthique ou la fin de vie. L'échéance triennale du mandat de Saugey et l'arrivée d'une majorité de gauche, au Sénat puis à l'Assemblée nationale, ont sonné la fin de l'ère UMP-GLNF. Le GO a tout fait pour récupérer la présidence de cette fraternelle très politique. Une bataille gagnée discrètement. Lors de l'assemblée générale, le 13 novembre, le député PS du Nord, Christian Bataille, membre du GO, qui avait déjà piloté la Frapar, a été élu président, avec cinq voix d'avance, face à Pascale Crozon, députée PS du Rhône.

Des intermédiaires aux confluents des loges et du PS

En coulisses, plusieurs ex-parlementaires ont fait basculer quelques voix. Parmi eux, le septuagénaire Guy Lengagne, membre du GO, officiellement à la retraite à Boulogne-sur-Mer. *« Cela m'embêtait un peu vis-à-vis d'une femme éminente, mais je me suis activé pour Bataille »*, reconnaît l'ex-ministre de la Mer de Mitterrand. Plus vaillant que jamais, l'ancien sénateur centriste Henri Caillavet, qui file sur ses 99 ans, a aussi écrit au même moment à ses collègues de la Frapar pour les inciter à reprendre le combat. *« Nous vivons des instants quasi révolutionnaires*, a plaidé le nonagénaire. *Nous changeons de société. (...) Sans doute, la Fraternelle organisera des débats pour tenter, malgré les oppositions philosophiques et politiques, un texte recueillant autant que faire se peut un grand nombre de nos amis. Je songe à l'énergie, aux injustices sociales et la nécessité de revenir à une plus juste égalité. »* Un vrai programme de travail...

Par ailleurs, la composition du nouveau bureau de la Frapar a donné lieu à de savants dosages, afin qu'y figurent les députés socialistes Pascale Crozon, Pascal Terrasse, Olivier Dussopt, Brigitte Bourguignon, Odile Saugues, le sénateur socialiste Claude Domeizel et la sénatrice PS Michèle André. Des petits strapontins ont tout de même été laissés à deux sénateurs UMP, Sophie Joissains, élue des Bouches-du-Rhône, et Christophe-André Frassa, représentant les Français de l'étranger.

Un autre initié discret figure dans l'organigramme de cette fraternelle : il s'agit d'Alain Simon, au titre du collège des hauts fonctionnaires. Cet homme méconnu est au carrefour de plusieurs sphères de la gauche et de la franc-maçonnerie : ancien des cabinets ministériels de Pierre Mauroy et Christian Pierret, secrétaire adjoint du groupe socialiste à l'Assemblée nationale de 1995 à 1997, actuellement contrôleur général à Bercy, Alain •••

SÉBASTIEN SORIANO ; MAXPPP ; GERARD JULIEN/AFP

Leurs combats : laïcité, euthanasie, mariage gay...

••• Simon est membre du Cercle Ramadier. Il est surtout l'un des 35 membres du Conseil de l'Ordre du GO, autrement dit son comité de pilotage. Beaucoup d'initiés de la rue Cadet prédisent qu'il sera candidat en septembre 2013 pour succéder comme Grand Maître à José Gulino. Proche du pouvoir, Alain Simon peut d'ores et déjà compter sur quelques poids lourds du GO pour son élection.

En attendant cette montée en puissance d'Alain Simon, d'autres intermédiaires s'activent. Alain Bauer ayant perdu le rôle de relais entre les francs-maçons et le pouvoir qu'il tenait sous Sarkozy, c'est Philippe Guglielmi, patron des socialistes de Seine-Saint-Denis, qui officie, en concurrence avec le profane Jean Glavany. Il a fait entrer au PS l'ancien Grand Maître Guy Arcizet, en poste jusqu'à septembre dernier. Ami de Claude Bartolone et lui-même membre de la Fraternelle parlementaire – en tant qu'ancien suppléant d'Elisabeth Guigou –, Guglielmi a surveillé de près l'élection de Christian Bataille. Avec un autre ancien Grand Maître, Patrick Kessel, il avait aussi préparé la venue de François Hollande rue Cadet en novembre 2011. Les déclarations faites sur place par le candidat socialiste en faveur de la constitutionnalisation de la loi de 1905 n'ont guère surpris Guglielmi et ses camarades : ils les avaient en partie téléguidées...

Cependant, cette promesse est loin d'être tenue. La franc-maçonnerie a des alliés. Mais elle n'a pas tous les pouvoirs. Reçus secrètement en octobre par le secrétaire général de l'Elysée Pierre-René Lemas, grâce à l'entremise de Jean Glavany, José Gulino et quelques dignitaires du GO se sont vu rétorquer que la constitutionnalisation de la loi de 1905 se heurtait à deux obstacles. Juridique d'abord : il est délicat d'inscrire dans la constitution un texte qui coule dans le marbre la séparation des Eglises et de l'Etat et prévoit des exceptions comme le concordat d'Alsace-Moselle. Politique ensuite : remettre en cause le concordat reviendrait à froisser nombre d'électeurs et d'élus dans les Régions concernées.

La constitutionnalisation de la loi de 1905 pose problème

Or l'Elysée redoute déjà que les scrutins territoriaux de 2014 soient une bérézina pour la gauche au pouvoir... « *Il faut aider le président de la République à comprendre qu'on peut contourner ces obstacles* », plaide Gérard Contremoulin, un frère socialiste du GO, anciennement proche du frère Jean-Luc Mélenchon, ardent défenseur du projet. Cependant, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a expliqué, lors de l'inauguration de la grande mosquée de Strasbourg, le 27 septembre, que le gouvernement restait attaché au régime concordataire. Bref : le projet de constitutionnalisation de la loi de 1905 aura bien du mal à voir le jour, même si José Gulino continue d'y croire urbi et orbi.

En revanche, les loges se sentent revigorées par d'autres batailles en cours. Celui du « mariage pour tous » en fait partie. Promotrices – au nom de l'égalité – de cette ouverture de droits pour les couples du même sexe, certaines obédiences sont prêtes à soutenir le projet de loi sur le sujet. Quitte à faire un peu de surenchère. Les déclarations du cardinal André Vingt-Trois, début novembre, traitant le mariage gay de « *supercherie* » ont notamment déclenché les foudres du GO.

Les tentations hégémoniques du GO agacent ses alliés

En voyage à l'étranger, José Gulino a dicté aussitôt un communiqué dénonçant « *les positions arriérées et obscurantistes* » et « *les amalgames violents et haineux* » du président de la Conférence des évêques de France. Effet boomerang : ce communiqué très anticlérical a d'abord chagriné... les autres obédiences maçonniques, qui espéraient un peu plus de concertation ! « *Le GO a une tentation hégémonique, que ses entrées dans le monde politique renforcent très nettement en ce moment* », se lamente-t-on dans plusieurs obédiences. « *Les religions ont le droit d'exprimer leurs points de vue. Et nous aussi, mais pas dans l'anathème* », précise de son côté Catherine Jeannin-Naltet, la Grande Maîtresse de la GLFF. Une fois ces querelles dissipées, il est probable que les frères et sœurs les plus militants descendront dans la rue pour renforcer le camp des défenseurs du mariage gay.

Ils devraient aussi se mobiliser pour soutenir les projets sur l'accompagnement médicalisé de la fin de vie, afin d'aller plus loin que les dispositions strictes prévues par la loi Leonetti de 2005. Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a confié une mission sur le sujet au Pr Didier Sicard, ancien président du Comité consultatif national d'éthique. Favorables à cette évolution, les loges du GO, de la GLFF et du Droit humain ont déjà planché sur cette question. « *Nous avons transmis notre texte sur l'exception d'euthanasie au Pr Sicard et aux parlementaires* », explique Jacques Samouelian, le président du Droit humain, satisfait des premières réactions positives. Les frères de la Grande Loge de France (GLDF) ont également fait part de leurs réflexions à qui de droit. Ces obédiences sont moins tapageuses que le GO, mais presque aussi efficaces... ■ **VINCENT NOUZILLE**

José Gulino (GO) "Oui, nous voulons avoir une influence politique"

Elu Grand Maître du Grand Orient de France (GO) en septembre dernier, José Gulino, ancien directeur des services du conseil général du Pas-de-Calais, parle pour la première fois du rôle politique de la première obédience maçonnique française.

« Que les Eglises et les autres religions ne se mêlent pas de la République. »

JEAN-ERICK PASQUIER POUR LE FIGARO MAGAZINE

Le Figaro Magazine – L'arrivée de la gauche au pouvoir vous redonne-t-elle de l'air ?

José Gulino – Notre obédience, qui compte 1 200 loges et 52 000 membres, voit ses effectifs progresser de 600 à 800 membres chaque année, de manière régulière. Notre sérénité n'est pas liée au contexte politique actuel. Mais il est vrai que le Grand Orient est traditionnellement proche de la gauche. Les deux tiers environ de nos membres sont à gauche, les autres au centre et centre droit. Nous avons donc l'espoir de faire évoluer les choses. L'avenir, disait Bergson, n'est pas ce qui va arriver, mais ce que l'on va en faire...

Revendiquez-vous un rôle politique ?

Nous voulons avoir une influence sur la vie politique, puisque nous défendons un certain nombre de valeurs, qui sont celles de la République, liberté, égalité, fraternité et laïcité. A nos yeux, il est urgent de revigorer la citoyenneté contre toutes les formes de communautarisme, car l'Etat est trop souvent absent, le pacte social se perd et les valeurs se délitent. L'Etat doit assumer son rôle régalien et cela commence par la sécurité, qui est un droit pour tous, et par le respect des forces de police et gendarmerie. Le Grand Orient n'est pas favorable à une politique de l'autruche sur ces sujets.

Sur quels autres thèmes voulez-vous être entendus ?

Nous allons rédiger nos cahiers de doléances – que nous appellerons « cahiers d'espérance » – sur la République. Nous serons actifs et vigilants sur les projets de loi qui concernent notamment la fin de vie, l'école, la séparation des activités bancaires spéculatives et la réforme de l'Etat, afin de rapprocher les décisions des citoyens. Nous soutiendrons sans doute les suites données au rapport de la commission Jospin sur la vie publique, qui contient des propositions intéressantes, notamment sur la fin du cumul des mandats. Nous défendons également le projet de mariage pour tous. Nous considérons que les religions n'ont pas à prendre position sur ce qui relève de la sphère publique et du droit civil. Que l'Eglise catholique ou les autres religions refusent de marier religieusement des couples gays, c'est leur problème, mais qu'elles ne se mêlent pas de la République !

Le président de la République s'est engagé, durant sa campagne, à inscrire dans la Constitution la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat. Croyez-vous qu'il tiendra sa promesse ?

Oui, j'y crois ! Le Président peut avoir des difficultés politiques ou tactiques pour y arriver. Je ne sais pas s'il aura les deux tiers des voix du Congrès pour cela, ou si un référendum pourrait être organisé. Mais nous voulons, comme François Hollande, que la laïcité soit inscrite dans notre Constitution. Sur les modalités pratiques de l'organisation des relations des pouvoirs publics avec les religions, il peut y avoir matière à s'adapter et à légiférer, car la laïcité n'est pas antireligieuse, mais les principes de la loi de 1905 doivent être intouchables, sans exception.

PROPOS RECUEILLIS PAR **V. N.**

Les positions politiques des principales **obédiences maçonniques** françaises

Quelles sont les principales obédiences de la franc-maçonnerie française et comment se positionnent-elles politiquement ? Voici quelques éléments de réponses.

RICHARD RAY/NICE MATIN/MAXPPP

GRAND ORIENT DE FRANCE

- **Prend cette dénomination en 1773.**
- **52 000 membres, à 99 % masculins ; mixte depuis 2010.**
- **Obédience dite *« libérale et non dogmatique »*, qui ne fait pas référence au Grand Architecte de l'Univers.**
- **Grand Maître : José Gulino, ancien directeur des services du conseil général du Pas-de-Calais.**

POSITIONS POLITIQUES

Traditionnellement ancré à gauche, héritier de combats anticléricaux, le GO est la principale obédience française et la plus « engagée » dans le camp « progressiste ». Elle affiche des positions marquées en faveur de l'égalité, des droits sociaux, de la liberté de penser et de la laïcité. La plupart de ses Grands Maîtres successifs ont été membres du PS ou dans sa mouvance. Elle interdit à ses membres d'appartenir au Front national. Durant la campagne présidentielle de 2012, le GO a « auditionné » certains candidats « républicains » dont François Hollande, Jean-Luc Mélenchon (initié au GO), Eva Joly ou François Bayrou. Quelques ministres actuels, des membres de cabinets ou des parlementaires de gauche en sont proches. Revendiquant le rôle d'aiguillon et de laboratoire d'idées à gauche, le GO a défendu l'interdiction du port de la burqa, prône la constitutionnalisation de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat, défend le mariage pour tous et souhaite faire évoluer les textes sur la fin de vie.

GRANDE LOGE DE FRANCE

- **Prend cette dénomination en 1894.**
- **33 000 membres, exclusivement masculins.**
- **Obédience spiritualiste, qui fait référence au principe du Grand Architecte de l'Univers sans obligation de croire en Dieu.**
- **Grand Maître : Marc Henry, retraité.**

POSITIONS POLITIQUES

Les règles de la GLDF lui interdisent de s'occuper de *« controverse touchant à des questions politiques ou religieuses »*. Elle se consacre à la démarche philosophique et spirituelle de ses membres en vue *« d'améliorer l'homme »*. Ses débats internes ne donnent lieu à aucun vote de résolution. La GLDF, qui profite actuellement de l'éclatement de la GLNF, dispose de bons relais dans tous les partis, mais reste discrète.

Elle met cependant en avant son rôle de *« conservatoire de valeurs »*, notamment celles de la République. Son Grand Maître jusqu'en juin dernier, Alain-Noël Dubart, était membre de l'UMP, mais ses relations avec le ministre de l'Intérieur de Nicolas Sarkozy, Claude Guéant, se sont détériorées en 2011 et 2012. Bien qu'elle soit masculine, la GLDF prône aussi le progrès en matière de droits des femmes, l'un de ses anciens Grands Maîtres, le gynécologue Pierre Simon, ayant été l'un des promoteurs des lois sur la contraception en 1967 et sur l'IVG en 1974. Elle invite des personnalités extérieures à venir débattre avec ses membres, que ce soit sur la mondialisation avec Emmanuel Faber (Danone), l'éthique des médias avec Edwy Plenel, l'éducation avec Rama Yade, ou les devises de la République, thème de son deuxième dîner annuel, le 22 septembre dernier, en présence de Jean-Louis Debré, président du Conseil constitutionnel, de l'écrivain Régis Debray, de la ministre George Pau-Langevin ou du président socialiste de la commission des lois au Sénat, Jean-Pierre Sueur.

BRUNO SOUILLARD/LA PROVENCE/MAXPPP